



Djibouti le 13 juin 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'USN
Les arrestations se multiplient à Djibouti

Pas un jour ne se passe à Djibouti sans que les forces de répression du régime djiboutien n'incarcèrent d'innocents civils sous des prétextes aussi fallacieux qu'arbitraires. Que l'on soit fonctionnaires comme ces enseignants arrêtés il y a deux jours (MM. Kassim Abdoukader et Youssouf Hamid) dont les familles ne savent pas où ils sont incarcérés ou simples civils nomades comme ces mères et pères de familles arrêtés entre Pk20 et Boule près de Wea et jetés en prison depuis le début du ramadan, dont Mr Kheyre Ali Egueh. Trois femmes aujourd'hui libérées, Mmes Loula Ali Waiss, Moumina Ahmed, Loula Farah Aden, avaient été détenues 40 jours sans jugement. Une autre femme enceinte, Oumalkheir Robleh Elmi dit Boulo Qaren, a été arrêtée et libérée après un jour de détention. Kheyre Ali Egueh, arrêté le même jour que les femmes, est toujours détenu.

Ou encore ces cheminots licenciés en masse et emprisonnés pour avoir osé réclamé leurs salaires mensuels et indemnités en retard ou encore cet autre enseignant (Mohamed Moussa) suspendu et menacé de licenciement abusif imminent bien que la justice lui ait donné raison et gain de cause contre le ministère de l'éducation débouté mais qui continue à s'acharner contre lui sans aucune raison valable. Et ce sans citer ici d'autres citoyens arrêtés et incarcérés dans les mêmes conditions sans autre forme de procès et se trouvant à ce jour en liberté provisoire.

Il y a aussi confiscation par les forces gouvernementales de 8 véhicules (huit) de transport de marque Toyota à des habitants de Tadjourah sous des prétextes injustifiés de servir à déplacer des migrants alors que ces véhicules constituent le gagne pain quotidien de leurs utilisateurs.

Cette dérive autoritaire du régime qui fait rage ces derniers temps ne se limite pas aux arrestations et détentions arbitraires mais se transforme en Far West dès qu'il s'agit des régions de l'Intérieur du pays. Ainsi à Dikhil il y a plus d'un mois et à Tadjourah il y a quelques jours ce sont les tirs à balles réelles qui constituent les bras armés de la répression et qui auraient causé aussi bien des morts (dont trois à Tadjourah-ville) que des blessés dans les deux chefs-lieux.

L'USN dénonce avec vigueur et condamne fermement et sans réserves ces dérives autoritaires s'exprimant contre ces violences aussi barbares que morbides et prend à témoin la communauté nationale et internationale au vu et au su de laquelle se passe cette barbarie inqualifiable.

L'USN exprime sa plus vive préoccupation quant aux conséquences qui ne peuvent que découler de ce recours sans mesure à la force et au déni de droit.

Le président de l'USN
Adan Mohamed Abdou